

ARRÊTÉ MUNICIPAL n° AT2026-043
Ouverture d'une chambre sur voirie
24 Avenue du Latham – Caudebec-en-Caux/Rives-en-Seine

Le Maire de la commune de RIVES-EN-SEINE,

Vu

- Le code de la route,
- Les arrêtés du 24 novembre 1967 et du 07 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes,
- L'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à la signalisation routière temporaire,
- La demande en date du 12 février 2026 de l'entreprise AXIANS – Voie du Futur – 27100 VAL DE RUEIL d'ouvrir une chambre située sur la voirie afin de détecter une fibre coupée au 24 avenue du Latham à Caudebec-en-Caux/Rives-en-Seine.

Considérant que :

- Il y a lieu de réglementer la circulation afin de sécuriser les intervenants,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le 9 mars 2026, l'entreprise AXIANS est autorisée à procéder à l'ouverture d'une chambre (sans tranchée) au n° 24 Avenue du Latham à Caudebec-en-Caux/Rives-en-Seine.

Article 2 : L'affichage et la signalisation du chantier seront assurés par l'entreprise AXIANS.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place par l'entreprise AXIANS de la signalisation correspondant aux prescriptions de l'article 1 et 2.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation est responsable tant vis-à-vis de la Commune que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il est également susceptible de faire, au préalable, l'objet d'un recours administratif. Un recours contentieux pourra ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

Article 7 : La Directrice des Services Techniques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'entreprise AXIANS.

Ampliation sera adressée à Monsieur le Major Commandant la BTA de la gendarmerie de Rives-en-Seine, à Mesdames et Messieurs les garde-champêtres de Caux Seine Agglo, au service rudologie de Caux Seine Agglo et au service mobilité de Caux Seine Agglo.

Publié sur le site internet
de la ville le 25/02/26



Fait à Rives-en-Seine, le 25 février 2026

Maire,
Bastien CORITON

Bastien Coriton